

Brexit sans accord : l'inquiétant rapport du gouvernement britannique

 lesechos.fr/monde/europe/brexit-le-gouvernement-britannique-publie-son-plan-de-preparation-au-no-

12 septembre
2019



Par Alexandre Counis

Publié à 00h18

Mis à jour à 06h54

Ce ne sont que six pages . Mais elles pourraient avoir du poids. Le gouvernement britannique s'est résolu mercredi soir, sous la pression du Parlement, à publier son plan de préparation à un scénario de Brexit sans accord. Et on comprend pourquoi le ministre en charge, Michael Gove, avait renoncé à le dévoiler il y a une semaine : il montre l'étendue des difficultés pratiques qui risquent de se poser aux Britanniques au 31 octobre.

Selon le document, dont le « Sunday Times » avait publié des extraits dès la mi-août, le Royaume-Uni pourrait connaître en cas de Brexit sans accord une pénurie de carburants (notamment à Londres et dans le Sud de l'Angleterre), de médicaments (où de « sévères délais supplémentaires » sont d'autant plus à redouter que les trois quarts des médicaments britanniques entrent dans le pays en empruntant les principaux points de traversée de la Manche), et de nourriture (en particulier sur le frais, où les étals pourraient s'éclaircir et les prix s'envoler). « La disponibilité de certains types de produits frais baissera dans l'alimentaire », souligne-t-il. Avant d'ajouter : « Il y a un risque d'achats de panique qui aggraveraient les pénuries alimentaires ».

Baisse du niveau de circulation des camions

Jusqu'à 85 % des camions britanniques traversant la Manche pourraient par ailleurs être bloqués par les douanes françaises, qui pourraient dès le premier jour imposer les contrôles européens sur les marchandises.

Cela pourrait entraîner des retards allant jusqu'à deux jours et demi et une réduction de « 40 % à 60 % du niveau actuel de circulation ». Les « perturbations significatives » à attendre à Douvres pourraient durer trois mois avant de se résorber. Sans compter les retards dans les aéroports, l'Eurostar et l'Eurotunnel liés au renforcement des contrôles.

« Désordres publics et tensions communautaires »

Le plan connu sous le nom de code Yellowhammer (« Bruant jaune », une espèce de passereau) souligne aussi que le gouvernement se prépare au retour d'une frontière dure entre les deux Irlande. Il prédit en cas de « no deal » des dommages collatéraux pour la filière agroalimentaire nord irlandaise, dont la chaîne d'approvisionnement s'étend largement en République d'Irlande. Il craint aussi qu'un marché noir se développe en Irlande du Nord, et que les groupes paramilitaires ne tirent avantage des écarts de prix entre les deux côtés de la frontière pour y faire de la contrebande.

Il redoute par ailleurs des accrochages dans les zones de pêche entre bateaux britanniques et étrangers. Il s'inquiète également d'une possible augmentation des désordres publics et des tensions communautaires ».

Faible préparation

Le document, qui souligne que les préparatifs britanniques au « no deal » ont dû être réactivés après avoir calé fin mars, estime au final que l'état de préparation du pays reste « faible ». Quelques heures avant qu'il ne soit rendu public, la ministre de l'Economie, Andrea Leadsom, avait estimé que la publication d'un tel document serait une erreur, car elle ne ferait qu'« inquiéter » la population.

Selon le « Sunday Times », le document tente de dresser un tableau de la situation la plus probable et non du scénario du pire. « Il décrit ce qui pourrait se passer dans le pire des cas », a dit au contraire Michael Gove, afin d'en relativiser la portée. Il a ajouté que la situation s'était améliorée depuis sa rédaction au 2 août, et souligné que le gouvernement était en train de le « mettre jour ».

Alexandre Counis (Correspondant à Londres)